

Maître d'ouvrage



MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTÉS
DIRECTION INTERRÉGIONALE DES SERVICES PÉNITENTIAIRES DE BORDEAUX
188 rue de Pessac
33062 BORDEAUX CEDEX

**Extension et aménagement des locaux ELSP
de la Maison d'arrêt de Rochefort (17)**

DOSSIER DCE

C.C.T.P.

CAHIER DES CLAUSES
TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Octobre 2025

LOT N° 1 – GROS ŒUVRE – FONDATIONS SPÉCIALES - DEMOLITIONS

LOT N° 1 – GROS ŒUVRE - DEMOLITIONS

GENERALITES	4
Article 1.01 - Objet du marché.....	4
Article 1.02 – Prescriptions générales - spécifications.....	4
Article 1.02.1 - Préambule.....	4
Article 1.02.2 - DTU applicables.....	4
Article 1.02.3 – Connaissance du devis descriptif	5
Article 1.02.4 – Echafaudages , levages.....	5
Article 1.02.5 – Protection des ouvrages et des existants	6
Article 1.02.6 – Consistance des travaux.....	6
Article 1.02.7 – Nettoyage.....	6
Article 1.02.8 – Assurance	6
Article 1.02.9 – Protection des travailleurs.....	6
Article 1.02.10 – Echantillons	6
Article 1.03 – Prescriptions particulières –gros œuvre - démolitions	7
Article 1.03.1 – Pièces à fournir par l'entreprise	7
Article 1.03.2 – Charges.....	7
Article 1.03.3 – Règle de calcul.....	7
Article 1.03.4 - Normes.....	7
Article 1.03.5 - Règles	7
Article 1.03.6 - Règlements.....	7
Article 1.03.7 – Avis techniques du C.S.T.B.....	7
Article 1.03.8 - Terrassements	8
Article 1.03.9 - Fondations.....	8
Article 1.03.10 – Mise en œuvre – Qualité des matériaux.....	8
Article 1.03.11 - Généralités	8
Article 1.03.12 – Granulats et granulométrie	8
Article 1.03.13 – Eau de gâchage.....	8
Article 1.03.14 – Liants : ciments et chaux	8
Article 1.03.15 – Aciers d'armatures.....	9
Article 1.03.16 - Nature.....	9
Article 1.03.17 - Adjuvants	9
Article 1.03.18 – Bétons prêts à l'emploi.....	9
Article 1.03.18 – Vibration ou vibrage.....	9
Article 1.03.19 – Caractéristiques du béton.....	9
Article 1.03.20 – Béton type.....	10
Article 1.03.21 – Contrôle des bétons - Essais	10
Article 1.03.22 – Coffrages - Etalements	10
Article 1.03.23 – Huile de coffrage.....	10
Article 1.03.24 – Etat de surface des ouvrages en béton	11
Article 1.03.25 – Maçonnerie de blocs de béton agglomérés	11
Article 1.03.26 - Enduits	11
Article 1.03.27 – Tolérances dimensionnelles.....	12
Article 1.03.28 - Ragréages	12
Article 1.03.29 – Trous, percements et scellements.....	12
Article 1.03.30 – Protection de l'environnement.....	12
Article 1.03.31 – Connaissance des lieux	12
Article 1.03.32 – Essais et contrôles.....	12
Article 1.03.33 – Obligation de l'entreprise.....	13
Article 1.03.34 – Protection des ouvrages	13
Article 1.04 - Coordination.....	13
Article 1.05 - Limites de prestations.....	13
Article 1.06 - Coordination avec les autres corps d'état.....	14
Article 1.06.1 - Avec le présent lot.....	14
Article 1.06.2 - Avec le corps d'état "Etanchéité"	14
Article 1.06.3 - Avec le corps d'état "Menuiseries extérieures - Serrurerie"	14
Article 1.06.4 - Avec les corps d'état "Menuiseries – Plâtrerie – Faux-Plafonds"	14
Article 1.06.5 - Avec Le Corps d'état "Revêtements de sols-Peintures"	14
Article 1.06.6 - Avec Le Corps d'état "Plomberie-Sanitaires-Chauffage-Ventilation"	14
Article 1.06.7 - Avec Le Corps d'état "Electricité courants forts et courants faibles"	14
Article 1.07 - Rebouchages.....	14
Article 1.08 - Protection des matériels et ouvrages	15
Article 1.09 - Pièces à fournir par l'entreprise.....	15
Article 1.09.1 - A la Remise des Offres.....	15
Article 1.09.2 - Avant Passation de la Commande.....	15
Article 1.09.3 - Pendant la Période de Préparation.....	15
Article 1.09.4 - Après la Période des Travaux	15
Article 1.10 - Organisation du chantier - délais - pénalités	15
Article 1.11 - Dossier de récolement.....	15
Article 1.12 - Réception des ouvrages.....	15
PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIVES.....	16
Article 1.13 – Références administratives.....	16
Article 1.14 – Etablissement de l'offre	16
Article 1.15 – Délai d'exécution - Planning	18
Article 1.16 – Bureau de contrôle.....	18

Article 1.17 – Particularités des travaux et contraintes	18
DESCRIPTION DES TRAVAUX PREPARATOIRES ET D'INSTALLATIONS DE CHANTIER	19
Article 1.18 – Plans et études d'exécution	19
Article 1.19 – Installations de chantier	19
DESCRIPTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION EXTENSION.....	22
Avant-propos.....	22
Article 1.20 – Fondations spéciales.....	22
Article 1.21 – Fondations et plancher RDC Bas.....	22
Article 1.21.1 – Travaux préparatoires	23
Article 1.21.2 – Longrines béton.....	23
Article 1.21.3 – Plancher bas hourdé	23
Article 1.21.4 – Dalle de compression	24
Article 1.21.5 – Vide sanitaire.....	24
Article 1.21.6 – Travaux divers	24
Article 1.22 – Elévations RDC et R+1	24
Article 1.22.1 – Maçonnerie en aggloméré de ciment	24
Article 1.22.2 – Chainages / Poutres B.A / Linteaux / Bandes noyées / Acrotères	25
Article 1.23 – Planchers en élévation	27
Article 1.23.1 – Planchers hourdés.....	27
Article 1.23.2 – Dalle de compression.....	27
Article 1.23.3 – Réseaux sous dallages (plancher bas hourdis).....	27
Article 1.23.4 – Travaux divers en planchers hauts.....	28
Article 1.23.5 – Escalier béton préfabriqué.....	28
Article 1.24 – Passage couvert.....	28
DESCRIPTION DES TRAVAUX DE VRD	29
Article 1.25 – Travaux réseaux zone cour technique existante.....	29
DESCRIPTION DES TRAVAUX DANS BATIMENT EXISTANT	30
Avant-propos.....	30
Article 1.26 – Travaux d'ouvertures dans l'existant	30
Article 1.27 – Travaux de démolitions (cf. plan PRO01)	31
Article 1.28 – Travaux de percements - carottages.....	32
Article 1.29 – S.P.S.....	32

GENERALITES

Article 1.01 - Objet du marché

Le présent CCTP a pour but de faire connaître la nature et la mise en œuvre des matériels et matériaux nécessaires lors des travaux d'extension et d'aménagement des locaux ELSP de la Maison d'arrêt de Rochefort (17).

Le présent document n'est pas limitatif, en conséquence l'Entrepreneur devra prévoir dans sa soumission :

La valeur de tous les plans nécessaires à la réalisation des ouvrages à remettre au Maître d'œuvre avant tout début d'exécution des travaux ainsi qu'à toutes les Entreprises concernées.

Tous les travaux indispensables, dans l'ordre général et par analogie, étant entendus qu'il doit assurer un parfait et complet achèvement des ouvrages en ce qui concerne son lot, sans qu'il ne puisse prétendre à une majoration du prix forfaitaire pour des raisons d'omission aux plans et descriptif.

Les prix et quantités qui seront portés au Bordereau Quantitatif Estimatif de l'Entreprise s'entendent, compte tenu de toutes sujétions aux prescriptions découlant du présent CCTP, des plans, du cahier des clauses spéciales des Marchés de travaux, des règlements en vigueur et des règles de l'art, pour un complet et parfait achèvement des ouvrages quand bien même les travaux ne seraient mentionnés que dans l'une des pièces indiquées ci-dessus ou omis, mais découleraient de l'intervention logique à la limite entre deux corps d'état.

Toutes les incertitudes relatives aux documents du présent dossier devront être levées au stade de l'étude et aucune réclamation postérieure à la remise de la soumission, émise par suite d'une imprécision, d'une contradiction ou de toutes imperfections des dits documents, ne sera admise.

Dans le cas où des modifications interviendraient entre la date de soumission de l'entreprise et la date de réception des travaux, il appartiendra à l'entreprise d'en proposer les incidences financières éventuelles au Maître d'Ouvrage ou à son représentant et d'en obtenir son accord avant toute intervention.

Article 1.02 – Prescriptions générales - spécifications

Article 1.02.1 - Préambule

L'Entrepreneur devra prévoir dans son marché tous les travaux nécessaires pour assurer le parfait et complet achèvement des ouvrages, sans qu'il puisse prétendre à aucune majoration du prix de son marché pour raison d'omission ou d'erreur dans les pièces du dossier.

Article 1.02.2 - DTU applicables

Les travaux seront exécutés conformément aux prescriptions des DTU, Normes Françaises, Cahier des Charges du CSTB, Décrets, Arrêtés, Circulaires, etc....en vigueur à la date de remise de l'offre et notamment :

- Le règlement sanitaire duquel relève la ville de ROCHEFORT (17).
- Les cahiers des charges D.T.U, les règles de calcul D.T.U, publiés par le C.S.T.B, ainsi que leurs annexes modificatifs, additifs ou errata, non concernés par les fascicules techniques susvisés.
- Les cahiers des clauses spéciales rattachés au D.T.U et les mémentos pour la conception, publiés par le C.S.T.B.
- Les cahiers des charges pour l'exécution des ouvrages non traditionnels.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics.
- D'une façon générale, les règles et recommandations professionnelles relatives aux ouvrages ou parties d'ouvrages qui ne font pas l'objet de prescriptions au titre de l'ensemble des documents précédemment cités.
- Les cahiers de recommandations techniques de l'Education nationale
- Le permis de construire
- La note de sécurité
- Le rapport du bureau de contrôle

C.C.T.G applicable aux marchés de travaux (édition du 08 août 1987)

D.T.U. n° 11.1	Travaux de sondage des sols de fondations
D.T.U. n° 12	Travaux de terrassements pour le bâtiment
D.T.U. n°13.11	Travaux de fondations superficielles.
D.T.U. n°20.1	Parois et murs en maçonnerie de petits éléments.
D.T.U. n°20.11	Parois et murs de façades en maçonnerie.
D.T.U. n°21	Exécution des travaux de béton armé.
D.T.U. n°21.3	Dalles et volées d'escalier préfabriquées en béton
D.T.U. n°21.4	Utilisation des adjuvants dans le béton.
D.T.U. n°22.1	Murs extérieurs et panneaux préfabriqués en béton.
D.T.U. n°23.1	Murs et parois en béton banché armé
D.T.U. n°26.1	Travaux d'enduit au mortier de liants hydrauliques.
D.T.U. n°59.1	Ravalement peinture
D.T.U. n°60.32	Descentes EP
D.T.U. n°60.33	Evacuation des EU
D.T.U. n°60.41	Canalisations en PVC – évacuation des EU

La liste des textes cités ci-dessous constitue une récapitulation.

Elle n'est en rien limitative. L'entrepreneur responsable du présent lot reconnaît avoir une connaissance des règlements en vigueur, et y compris de ceux non cités.

Article 1.02.3 – Connaissance du devis descriptif

Le marché étant à prix global forfaitaire, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance :

- de l'ensemble du dossier d'appel d'offres tous corps d'état.
- des lieux sur lesquels seront réalisés les travaux définis au marché, conformément à l'article connaissance des lieux.

Tous les travaux indiqués au dossier fourni par le Maître d'Œuvre seront compris dans le prix forfaitaire, ainsi que ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

Les prestations de mise en conformité exigées par le bureau de contrôle technique sont dues par l'entreprise dans le cadre de son forfait.

L'entrepreneur s'étant rendu compte des travaux à effectuer, de leur importance et de leur nature, reconnaît qu'il a suppléé par ses connaissances professionnelles, dans sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces du dossier.

Les quantités qui pourraient figurer sur les cadres de Décomposition de Prix Global et Forfaitaire remis par la Maîtrise d'Œuvre ne sont données qu'à titre indicatif.

L'Entrepreneur est réputé avoir vérifié ces quantités et établi son offre en fonction de ses propres estimations.

Si pour présenter son offre, l'entreprise a utilisé le cadre joint au dossier de consultation sans y apporter de correction, elle est réputée avoir entériné de fait les chiffres proposés et les avoir acceptés.

Les différences éventuelles de quantités et rajout ou suppression d'article de la DPGF, seront justifiées par l'entreprise, sur un document annexe joint à leur offre de prix, et le montant global sera reporté sur une ligne : « MONTANT POUR AJUSTEMENT DE LA DPGF PAR L'ENTREPRISE ».

La description des ouvrages s'appuie sur une solution technique répondant au programme et coordonnée entre les divers corps d'état. Il appartient en conséquence à l'entrepreneur qui modifierait certains points d'un corps d'état particulier, de prendre à sa charge les incidences éventuelles sur les autres corps d'état.

La description des ouvrages a été classée par corps d'état et numérotée par articles, dans le but de faciliter l'étude du projet.

La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (D.P.G.F.) sera établie avec les références d'articles indiquées au C.C.T.P. correspondant.

Cette mesure permettra ainsi la mise au point de modifications à apporter au projet, avant ou en cours d'exécution si besoin est.

Ces références devront être indiquées sur les situations de travaux, afin d'en faciliter leur établissement et leur vérification.

Le titulaire ne pourra en cours d'exécution du marché se prévaloir d'omissions ou d'imprécisions du cahier des charges pour se dégager du caractère forfaitaire du prix et solliciter une rémunération supplémentaire.

Article 1.02.4 – Echafaudages , levages

Les entreprises doivent, dans le cadre de leur prix global forfaitaire, tous les échafaudages nécessaires à l'ensemble de leurs travaux, y compris double transport, montage, location, dépose.

De la même façon, sont compris dans le prix global forfaitaire tous les agrès nécessaires aux travaux.

Chaque entreprise doit les moyens de levage, échafaudages, nacelles nécessaires à la réalisation de ses ouvrages, et ce, sans préjuger des moyens mis en œuvre par les autres corps d'état, et selon demandes spécifiques dans le paragraphe installations de chantier.

Article 1.02.5 – Protection des ouvrages et des existants

Les entreprises doivent prendre toutes les précautions et mettre en place toutes les protections nécessaires pour assurer la protection des ouvrages existants et éviter que leurs ouvrages réalisés ne soient détériorés. Les entreprises sont responsables jusqu'à la réception de la protection de leurs propres ouvrages. A cet effet, elles doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter toutes dégradations. Au cas où des dégradations seraient constatées, les entreprises devront remettre en état, à leurs frais, les ouvrages détériorés.

Attention : La maison d'arrêt de Rochefort est soumise aux contraintes des établissements pénitentiaires.

Article 1.02.6 – Consistance des travaux

D'une manière générale, tous ces travaux comprennent la fourniture et la mise en œuvre des matériaux ainsi que les moyens matériels permettant leur réalisation.

Les travaux comprendront :

- Les installations collectives et les protections de chantier.
- Les travaux de démolition.
- Les travaux de gros œuvre et maçonnerie.
- Les ouvrages divers.

La présente liste n'étant pas exhaustive, l'entreprise aura pour obligation d'exécuter outre les travaux décrits au CCTP ou représentés sur les plans, toutes autres prestations non définies mais rendues nécessaires pour le parfait achèvement des ouvrages selon les règles de l'art de construire.

L'entreprise du présent lot exécutera les travaux dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité et effectuera tous ouvrages complémentaires (étalement, blindage de fouilles, etc.) permettant de répondre à ces règles ainsi qu'au respect des ouvrages voisins existants et de leur pérennité

Article 1.02.7 – Nettoyage

L'entreprise devra le nettoyage et l'évacuation des gravois provenant de la mise en œuvre de ses ouvrages. Il en sera de même pour tous les emballages provenant des ouvrages mis en œuvre sur le chantier ; ces derniers seront immédiatement chargés et évacués par l'entreprise concernée.

Ce nettoyage sera réalisé à l'avancement des travaux, par zones, niveaux ou locaux selon le cas, ou sur simple demande du Maître d'Œuvre.

L'entreprise devant la protection de ses ouvrages jusqu'à la réception des travaux, elle s'assurera de leur parfait état de propreté pour la réception des ouvrages. Le cas échéant, elle en assurera le nettoyage final.

En cas de non-respect de cette clause de nettoyage, le Maître d'Œuvre a la possibilité, aux frais de l'entreprise défaillante, de commander ce nettoyage auprès d'une entreprise spécialisée, dans les délais qui lui seront imposés

Article 1.02.8 – Assurance

L'entrepreneur du présent lot devra être titulaire d'une police d'assurance garantissant ses ouvrages pendant dix ans.

La quittance de cette police devra être présentée avant tout commencement des travaux.

Article 1.02.9 – Protection des travailleurs

Les filets ou garde-corps de protection contre les chutes conformément aux règlements de sécurité en vigueur ainsi que tous les ouvrages de protection demandés dans le PGC seront compris dans l'offre de l'entreprise.

Article 1.02.10 – Echantillons

L'entreprise sera tenue de proposer des échantillons des produits pour lesquels elle s'est engagée vis-à-vis du maître d'œuvre.

Ces échantillons seront proposés suffisamment tôt pour permettre à ce dernier d'apporter les modifications qu'il jugera nécessaires.

Article 1.03 – Prescriptions particulières –gros œuvre - démolitions

Article 1.03.1 – Pièces à fournir par l'entreprise

Seront joints obligatoirement les documents suivants :

DOCUMENTS A FOURNIR A L'EXECUTION

- Les notes de calcul et plans d'exécution à la charge des entreprises.
- Les plans d'atelier de fabrication et notes de calcul y afférent, à remettre au maître d'œuvre dans les délais prescrits.
- Les plans doivent obligatoirement avoir reçu l'agrément de la Maîtrise d'Œuvre et du Bureau de Contrôle avant tout début d'exécution.

Attention : L'étude G3 pour fondations spéciales sera également à fournir par le titulaire.

Article 1.03.2 – Charges

Les prescriptions sont celles des N.F.P.06.001 et P 06.004 ;

Les surcharges à prévoir dans les locaux non spécifiés par la norme seront définies en fonction de l'équipement et des divers locaux envisagés.

Article 1.03.3 – Règle de calcul

Les calculs de stabilité et de bonne tenue des ouvrages seront conduits conformément aux règles de calcul D.T.U. suivantes :

Règles NV 65-67 et annexes

Règles N84 : neige sur les constructions

Règles CC BA 68 et modificatif

Règles CM 66 – PS 69 – BAEL 931-CB71

Règles CEB pour les éléments préfabriqués en béton

Méthode de prévision par le calcul du comportement au feu des structures en béton (règles FB)

EUROCODES et notamment EUROCODE n°8

Article 1.03.4 - Normes

Toutes les normes françaises citées dans les DTU ci – avant sont applicables aux présents travaux dont particulièrement :

N.F dimensionnelles et de qualité

N.F concernant la sécurité : PO3, 001,...

N.F relatives aux contrôles et essais des ouvrages et matériaux.

Article 1.03.5 - Règles

Les règles professionnelles ou guides techniques de l'U.N.M. et U.N.R.S.T. dont cahier des charges de préparation des supports courants pour pose des revêtements minces collés.

Article 1.03.6 - Règlements

Règlements de sécurité dans les bâtiments recevant du public.

Règlement sanitaire départemental type.

Code du Travail.

Article 1.03.7 – Avis techniques du C.S.T.B

Tous les matériaux et éléments non traditionnels devront être titulaires d'un avis technique non périmé.

Ces documents seront remis en temps utile à l'architecte et au bureau de contrôle.

Les prescriptions, normes et règlements bien que non joints matériellement font partie intégrante de ce dossier et l'entrepreneur ne pourra en aucun cas se prévaloir d'une mauvaise connaissance de ceux – ci.

Les D.T.U. et Normes mentionnées sont donnés à titre indicatif. L'entreprise sera tenue de retenir ceux qui sont en vigueur le premier jour du mois de l'établissement des prix.

Article 1.03.8 - Terrassements

Les prescriptions applicables sont celles du cahier des charges applicables aux travaux de terrassements pour le bâtiment suivi du fascicule n°12 du C.P.C, du Cahier des Charges Spéciales et du Mémento pour la rédaction des marchés.

Article 1.03.9 - Fondations

Les prescriptions techniques sont :

Celles du Cahier des Charges applicables aux travaux de fondations superficielles suivi du fascicule n°13.12 et 13.11 (Mars 1988) du C.P.C. et du Cahier des Charges Spéciales. Celles du Cahier des Charges applicables aux travaux de fondations profondes pour le bâtiment suivi du fascicule n°13.2 du C.P.C. du Cahier des Charges Spéciales et du Mémento pour la rédaction des marchés.

Attention : L'étude G3 – Dimensionnement des micropieux sera à fournir par le titulaire.

Article 1.03.10 – Mise en œuvre – Qualité des matériaux

Les prescriptions techniques sont celles du Cahier des Charges applicables aux travaux de maçonnerie et de béton armé, D.T.U. n°20 et additifs, D.T.U. n°20.11, D.T.U. n°23.1 et D.T.U. n°26.1.

Article 1.03.11 - Généralités

Les provenances, natures et qualités des matériaux ainsi que dispositifs de mise en œuvre de ceux – ci seront soumises à l'agrément de l'architecte et du bureau de contrôle.

Article 1.03.12 – Granulats et granulométrie

Les prescriptions sont celles des normes NFP 18.101 – 301 – 302 – 304 – 306.

La granulométrie des agrégats et les quantités d'eau de gâchage seront déterminées par une série d'essais (cône d'affaiblissement, etc...)

L'entrepreneur devra faire une étude granulométrique et remettre à l'architecte et au bureau de contrôle, avant les travaux, les caractéristiques qualitatives et quantitatives ainsi que la provenance des agrégats employés.

Le sable employé sera complètement purgé de toutes matières étrangères, terreuses ou organiques susceptibles de détruire les aciers et ciments.

Les graviers seront soigneusement lavés et purgés de toutes matières étrangères.

Article 1.03.13 – Eau de gâchage

Les prescriptions sont celles des normes NFP 180303 et D.T.U. 20, définissant les quantités d'eau à utiliser et les pourcentages d'impuretés en suspension ou dissous dans les eaux de gâchages. Ces eaux ne devront contenir aucun agent chimique susceptible de détruire les propriétés chimiques des bétons (matières organiques, eau chargée en sel, de substances chimiques, gaz, etc..)

Article 1.03.14 – Liants : ciments et chaux

Ils seront toujours stockés à l'abri des intempéries, de l'humidité et des dégradations. Ils devront répondre aux prescriptions des normes NFP 15.301 et 15.312 et porter la marque NF – VP.

Les liants à utiliser seront les suivants :

En maçonnerie : CPJ 35, CPJ-R 45, CHF 45

En béton courant : (non armé ou faiblement armé) : CPJ 45, CPJ-R 45, CHF 45

En béton armé : CPA 45 ou 55, CPA-R 45 ou 55, CLK-45, CPJ 45 ou 55.

Pour la chaux : XNH 30/60/100 – XEH en classe de résistance 30.60 et 50.100.

Tout liant éventé ou humidifié sera évacué et son emploi interdit.

Les marques proposées par l'entreprise devront avoir l'agrément de l'architecte, du BET BA et du bureau de contrôle.

Article 1.03.15 – Aciers d'armatures

Les aciers utilisés doivent répondre aux spécifications des normes NFA 35.015 à NFA 35.022. Les barres, fils haute adhérence et les treillis soudés doivent être agréés par la commission interministérielle d'homologation et de contrôle des armatures pour béton armé.

Article 1.03.16 - Nature

Aciers doux Fe 22
Aciers haute adhérence Fe 40, Fe 45, Fe 50
Treillis soudé en fils tréfilés d'acier à haute limite d'élasticité uniquement en panneaux rigides normalisés.

Les armatures seront propres sans plaques de rouille, calamine non adhérente, graisses ou autres matières organiques.

La mise en œuvre sera conforme aux prescriptions des règles CCBA 68 et BAEL 83 et l'attention de l'entreprise devra porter particulièrement sur :

Les recouvrements
Les diamètres de ceintrage
Les distances par rapport aux parements.

Les armatures devront être parfaitement calées (cales en PVC) et arrimées dans les coffrages.

Article 1.03.17 - Adjuvants

Les adjuvants utilisés doivent répondre aux normes NFP 18.103, NFP 18.331 à 38, de marque NF et être agréés par la commission permanente des liants hydrauliques et adjuvants (COPLA). Ils seront accompagnés de leurs certificats d'origine, date de fabrication et limite d'emploi.

Ils devront faire l'objet d'un avis technique du C.S.T.B :

Plastifiants – réducteur d'eau
Entraîneur d'air
Accélérateur – durcisseur
Antigels – hydrofuges
Produit de cure, etc...

L'utilisation des adjuvants devra recevoir l'agrément du bureau de contrôle et de l'architecte.

Article 1.03.18 – Bétons prêts à l'emploi

Ils répondront aux spécifications de la norme NFP 18.305 pour la fabrication, la mise en œuvre, le transport, la résistance, etc...ainsi qu'à la norme EN 206-1

Article 1.03.18 – Vibration ou vibrage

Le vibrage des bétons est obligatoire, la taille des pervibrateurs sera appropriée aux masses de béton mises en œuvre et aux coffrages utilisés. Ils pourront être internes ou externes selon les possibilités de l'entreprise. L'attention de l'entrepreneur est attirée sur les soins à apporter au vibrage des bétons.

Article 1.03.19 – Caractéristiques du béton

Les caractéristiques minimales et mise en œuvre des bétons seront conformes aux règles de calculs BAEL 83 et DTU 21 pour :

Classification des chantiers
Dossier d'étude des bétons
Dosages minimaux des bétons
Consistance à obtenir et serrage à réaliser
Façonnage des aciers
Mise en œuvre (coffrage – étalement – enrobage – vibration – reprise de coulage – conditions atmosphériques – décoffrage)
Tolérances dimensionnelles
Etat des surfaces

Essais (suivant normes NFP 400 – 404 – 406 – 451)
Dispositions particulières relatives à la sécurité des personnes
Préfabrication (fabrication, transport, stockage, pose, stabilité durant toutes les phases)

Les bétons devront être fabriqués mécaniquement par une centrale de chantier ou provenir d'une centrale à béton agréé.

Pour le béton contrôlé, l'entrepreneur devra pouvoir fournir sur simple demande les fiches de livraison des bétons et s'assurer qu'elles portent bien l'heure de fabrication, la nature des ciments et agrégats, la durée de malaxage. Les bétons seront malaxés pendant la durée du transport afin de conserver toute homogénéité.

Article 1.03.20 – Béton type

Il ne s'agit que d'une indication de qualité et d'aspect qui facilite le « repérage » du niveau de qualité exigé. Ces compositions seront affinées lors de la période de préparation.

En ce qui concerne le dosage permettant d'obtenir les résistances, il sera fait application du tableau de l'article B1 des règles BAEL 91.

Article 1.03.21 – Contrôle des bétons - Essais

Les modalités de contrôle seront conformes aux prescriptions de l'annexe à la norme NFP 18.305 ; 18.102 ; 18.400.

A chaque prélèvement d'éprouvettes, le béton sera soumis à l'essai d'affaiblissement au cône d'Abrams.

Les essais de résistance mécanique (compression et traction se feront suivant les règles BA 68 et BAEL 83 ; le nombre d'essais (portant sur 3 éprouvettes) sera le suivant :

Fondations : 6 essais
Elévation : 3 essais
Planchers : 3 essais

Tous les frais pour essais et contrôle du béton seront à la charge de l'entreprise du présent lot. Le laboratoire sera proposé à l'agrément de l'architecte et du bureau de contrôle.

Nota : Les essais de contrôle et/ou de conformité des micropieux seront fournis impérativement selon la norme NF P94-262. Les résultats seront communiqués au bureau de contrôle pour avis.

Article 1.03.22 – Coffrages - Etalements

Les coffrages et étalements utilisés doivent présenter une rigidité suffisante pour résister sans tassement ni déformation nuisibles aux actions de toute nature qu'ils sont exposés à subir pendant l'exécution des travaux et notamment aux efforts engendrés par le serrage du béton.

Les coffrages seront propres, plans, parfaitement assemblés et étanches.

L'entrepreneur devra prendre toutes les précautions du personnel pendant l'exécution (passerelles, filets, filins, etc...)

Les trémies diverses seront provisoirement bouchées (filets, planches, garde-corps, etc...)

Article 1.03.23 – Huile de coffrage

L'entrepreneur de gros – œuvre devra fournir toutes les caractéristiques des huiles de décoffrage qu'il emploiera sur le chantier au fabricant de peinture pour l'agrément de ce dernier.

En conséquence, il devra mettre en rapport les deux fabricants intéressés (fabricant de peinture et d'huiles de décoffrage).

Article 1.03.24 – Etat de surface des ouvrages en béton

A – Murs en béton banché, poutres, poteaux, volées d'escalier.
Les tolérances d'implantation et de verticalité seront celles du DTU n°21, article 5.11. Les tolérances de planéité seront celles définies à l'article 5.21 du DTU n°21.1, pour 4 qualités rappelées ci – dessus avec localisations :
Parement élémentaire : murs sous – sol, murs enterrés et toutes faces non visibles..
Parement courant : dito ci – dessus
Parements soignés : toutes parois apparentes ou recevant une peinture ou un revêtement collé.

B – Dallages et planches en béton brut (règles professionnelles)
Tolérances de niveau et de hauteur : + ou – 1 cm (NFP 01.101)
Planéité sous la règle de 2 ml : 15 mm
Planéité sous la règle de 0.20 ml : -
Horizontalité (ou pente) : 1/1000^{ème}

C – Dallages et planchers en béton armé surfacé à parement soigné ou chape incorporée (article 5.22 du DTU n°21)

Tolérances de niveau : + 1 cm
Planéité sous la règle de 2 ml : 7mm
Planéité sous la règle de 0.20 ml : 2mm
Horizontalité (ou pente) : 1/1000^{ème}

Article 1.03.25 – Maçonnerie de blocs de béton agglomérés

1 – Caractéristiques

Agglomérés en béton de ciment, pleins ou à trous, conformes aux spécifications des normes NFP 14.101 et 304 – 14.402, revêtus de la marque NF.
La mise en œuvre ne pourra se faire qu'après le temps de séchage réglementaire.

2 – Tolérances de mise en œuvre

Seront celles du DTU 20.1, chapitre 5.

La planéitude des parements devra être telle qu'un cordeau tendu de 10 ml de longueur n'accuse pas de flèche supérieure à :
0.02 pour les murs et cloisons devant être enduits.
0.01 pour les murs et cloisons restant apparents.
Le faux – aplomb des jambages d'ouverture ne dépassera jamais 0.01 ml.

Mortiers des joints :

Conforme aux spécifications de l'article 4.242 du DTU 20.1.
Le mortier bâtard est recommandé.

Article 1.03.26 - Enduits

Les surfaces à enduire seront préparées pour assurer un bon accrochage ; les bétons notamment présenteront une surface rugueuse obtenue soit par un traitement (RUGASOL ou similaire) soit par piquage.
Les supports seront suffisamment humidifiés pour ne pas absorber l'eau de mortier.

1 – Enduit en 2 couches projetées mécaniquement :

- a) Gobetage avec mortier dosé à 5/600 kgs de ciment pour un m³ de sable 0.03/3 mm.
- b) Enduit de fond dosé à 350/450 kgs de ciment et de chaux pour un m³ de sable 0.1/3 mm.

2 – Enduit en 3 couches

- a) Gobetage avec mortier dosé à 5/600 kgs de ciment pour un m³ de sable 0.3/3mm.
- b) Enduit de fond dosé à 250 kgs de ciment et 200 kgs de chaux pour un m³ de sable 0.1/3mm.
- c) Enduit de finition dosé à 200 kgs de ciment et 200 kgs de chaux pour un m³ de sable 0.1/2 mm.

Les prescriptions du DTU 26.1 sont applicables aux présents travaux particulièrement celles du chapitre 13 relatives à :

La planéité - L'aspect - L'aplomb.

Article 1.03.27 – Tolérances dimensionnelles

Elles devront répondre aux exigences des DTU 21 et 23.1 et de la NFP 01.102.

Article 1.03.28 - Ragréages

Les produits employés devront être titulaires du A.T. du CSTB.
Leur emploi sera soumis à l'approbation du maître d'œuvre et du bureau de contrôle.

Article 1.03.29 – Trous, percements et scellements

L'Entrepreneur de maçonnerie doit la réservation, au moment du coffrage, dans ses ouvrages en béton armé ou non, de tous les trous et percements demandés par les autres corps d'état qui établiront pour cela, et en temps opportun, des plans cotés avec toutes les indications nécessaires.

Les entreprises de corps d'état de second œuvre établissent, pendant la période de préparation du chantier, leurs plans d'atelier et de chantier, et notamment les documents définissant les dimensions et implantations des réservations. Cette prestation est donc établie en temps utile et sur des documents directement exploitables ; les réservations sont implantées par rapport aux éléments de structure.

Après accord du Maître d'œuvre, ces documents sont diffusés aux intervenants concernés : Architectes, B.E.T., entreprises, contrôles, ...

Le responsable en charge des études d'exécution vérifie la compatibilité des réservations avec les éléments constructifs et les reporte sur les plans d'exécution. Les entrepreneurs concernés doivent vérifier les plans BA avant toute exécution.

Les entrepreneurs concernés ont l'obligation de contrôler les ouvrages exécutés par le lot GROS ŒUVRE afin de vérifier que ceux-ci soient bien conformes à leurs besoins. En particulier les détails répétitifs seront contrôlés dès la réalisation du premier.

En cas de retard ou de modification dans la fourniture des renseignements, l'entrepreneur défaillant supportera les frais en résultant, soit temps passé pour la reprise des plans et frais de tirage correspondants, soit mise en œuvre par l'entreprise habilitée, après accord du Maître d'œuvre.

Article 1.03.30 – Protection de l'environnement

L'entrepreneur sera le seul responsable des désordres occasionnés par l'exécution de ses travaux ; préalablement à toute intervention, il devra alerter le Maître d'œuvre des risques particuliers ou désordres existants. En conséquence, toutes incidences financières ou judiciaires entraînées par le non-respect des différentes réglementations ou directives resteront à la charge de l'entreprise.

L'entrepreneur devra toutes les protections nécessaires des ouvrages annexes susceptibles d'être endommagés par son matériel ou personnel tant sur la voie publique qu'aux propriétés voisines et ouvrages existants.

Il devra également la protection des existants.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur l'application du paragraphe 4 de l'article 471 du Code Pénal relatif au nettoyage des chaussées souillées par les camions ; le Maître de l'ouvrage et les Services de la Voirie pourront effectuer eux – même ces nettoyages si nécessaire, au compte de l'entreprise.

Article 1.03.31 – Connaissance des lieux

Bien que des plans soient joints au dossier, il est recommandé aux entrepreneurs soumissionnaires de visiter les lieux avant de remettre leur offre définitive.

Les entrepreneurs seront réputés s'être rendus sur place et avoir par conséquent établis leurs offres en parfaite connaissance des conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, de l'accès, aux abords, à la topographie et à la nature des terrains ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (transport, énergies diverses, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, et de toutes particularités propres à l'exécution des prestations du présent marché.

Les entrepreneurs ne pourront jamais objecter d'erreurs ou omissions qui puissent les dispenser d'exécuter tous les travaux de leurs professions ou travaux annexes dus aux incidences des lieux. En conséquence, ils ne pourront se prévaloir de supplément ultérieur, indemnisation ou prolongation quelconque du délai contractuel d'exécution.

Article 1.03.32 – Essais et contrôles

L'entrepreneur devra procéder lui-même ou faire procéder par un laboratoire agréé à tous les essais qui seront jugés utiles par le Contrôleur Technique ou par le Maître d'Œuvre.

Les essais ne devront pas entraîner de perturbations dans le calendrier des travaux.

L'organisme de contrôle devra obligatoirement être agréé par le Maître d'Œuvre.

Article 1.03.33 – Obligation de l'entreprise

RESPONSABILITE

L'entreprise demeure responsable des dégradations causées :

- sur les bâtiments voisins
- sur les propriétés voisines
- sur la voie publique.

Elle devra les réparations, réfections et remises en état qui s'imposent. Ces réparations seront réalisées par des entreprises spécialisées, les frais étant supportés par l'entreprise du présent lot.

Il reste bien entendu que l'entreprise du présent lot sera responsable civilement de tous les accidents matériels ou corporels du fait de ses travaux.

SECURITE

L'entreprise devra se conformer aux règlements de sécurité et notamment :

- Mise en place de tous dispositifs assurant la sécurité du chantier, de la voie publique, de la voie privée, des accès : échafaudages, auvent, parapluie, platelage pour protection des passants et des véhicules.
- Mise en place, pour toutes interventions sur la voie publique, d'un homme de trafic.
- Chargement des camions sur la voie publique proscrit, sauf autorisations obtenues.
- Prévoir, pendant toute la durée des travaux, un matériel de premier secours contre les risques d'incendie et d'effondrement.
- Fourniture et pose de panneaux de sécurité en voirie, aux sorties de chantier, après avoir obtenu l'autorisation de l'administration compétente.

NUISANCES

Les moteurs d'engins seront équipés conformément aux règlements en vigueur.

Le nettoyage permanent des accès du chantier sur les voies publiques ou privées, ainsi que des débords, est à la charge du présent lot. Il en sera de même de l'entretien en cours de chantier et de la remise en état éventuelle, en fin de chantier, des voies d'accès

Article 1.03.34 – Protection des ouvrages

PROTECTION DES OUVRAGES

Pendant toute la durée des travaux, l'entreprise sera responsable de ses ouvrages. Elle en assurera donc une protection efficace et adaptée afin d'éviter tous risques de détérioration.

Tout ouvrage détérioré avant réception des travaux sera remplacé aux frais de l'entreprise.

PROTECTION ELECTRIQUE

L'entreprise du présent lot aura à sa charge la mise à la terre et la liaison équipotentielle de l'ensemble des ouvrages métalliques de son lot.

PROTECTION ANTI-CORROSION

L'ensemble des ouvrages métalliques du présent lot sera protégé contre la corrosion.

Les vis employées seront en acier inox.

Les pattes de fixation recevront une protection par phosphate de zinc.

Les huisseries métalliques recevront en atelier une protection anticorrosion par application de peinture époxy anticorrosion.

PROTECTION DES BOIS MIS EN OEUVRE

L'ensemble des bois mis en œuvre sera protégé par un traitement anti-termites.

Article 1.04 - Coordination

L'entrepreneur du présent lot devra se prêter sans restriction aux exigences découlant d'une parfaite coordination à assurer lui – même et les autres corps d'état.

Il devra assister à toutes les réunions de mise au point des interfaces nécessaires.

Article 1.05 - Limites de prestations

Sont dues au titre du marché sans être limitatif:

Les installations complètes conformes aux lois, décrets et règles professionnelles, y compris :

- La fourniture, le transport, la mise en œuvre, le raccordement et le réglage de tous les appareils et matériaux nécessaires à la construction et au fonctionnement normal de l'installation, telle qu'elle est définie au programme des travaux.
- Les travaux de scellement, calfeutrement et raccords.
- La peinture antirouille de toutes les parties métalliques, supports et accessoires.
- Le détail et les caractéristiques des matériels proposés ainsi que les avis techniques et procès verbaux éventuels.
- La protection des ouvrages jusqu'à la réception.

- L'amenée de courant électrique pour le chantier.
- Les travaux de percement, scellement, calfeutrement et raccords, pour tout passage de canalisations. Les rebouchements et calfeutlements de toutes les réservations sont à la charge des entreprises ayant fait la demande de ces réservations.
- L'enlèvement des gravois provenant de l'installation et leur évacuation jusqu'aux lieux de stockage temporaire sur le chantier fixé par le Maître d'œuvre sur proposition de l'entrepreneur principal.

Article 1.06 - Coordination avec les autres corps d'état

L'entreprise titulaire du présent corps d'état conserve à sa charge en coordination avec les corps d'états ci-après :

Article 1.06.1 - Avec le présent lot

Réservations dans le gros œuvre

D'une manière générale, l'entrepreneur de gros œuvre doit l'ensemble des réservations et de rebouchage aux autres corps d'état qui auront transmis leurs plans de réservations avant exécution.

L'entrepreneur de gros œuvre doit mettre en place, régler, caler, sceller tous les éléments fournis par les autres corps d'état suivant leurs indications.

Il doit incorporer au coulage du béton tout fourreau, dormants, cadres, huisseries, cornières, etc...

Il est responsable du positionnement et du bon état de l'ensemble de ces éléments jusqu'à l'utilisation par l'entreprise fournisseur.

Les canalisations d'électricité seront mises en place par l'entreprise d'électricité.

L'entrepreneur de gros œuvre doit implanter et réserver les ouvrages demandés par les autres entreprises, en particulier, les trous, percements horizontaux, défoncés, feuillures, socles, etc..., ainsi que tout renfort nécessaire.

L'entrepreneur de gros œuvre doit impérativement faire valider les réservations, qu'il a réalisé, par les entrepreneurs auxquels elles sont destinées, en prenant soin de contrôler la position, l'emplacement et les dimensions des dites réservations.

Percements, trous, saignées

Les saignées dans les cloisons seront réalisées par l'entreprise utilisatrice conformément au DTU relatif au matériau constitutif de la cloison. Cette entreprise devra également les raccords d'enduit de façon à obtenir un parement de qualité au moins égale à celle de la paroi dans laquelle aura été réalisée la saignée.

Article 1.06.2 - Avec le corps d'état "Etanchéité"

Coordination pour traitements des réservations nécessaires à ce lot (acrotères, réservations E.P,).

Article 1.06.3 - Avec le corps d'état "Menuiseries extérieures - Serrurerie"

Réservations au niveau des tableaux de fenêtre (tant dans le neuf que dans l'extension) et des tableaux de portes avec seuils.

Article 1.06.4 - Avec les corps d'état "Menuiseries – Plâtrerie – Faux-Plafonds"

Coordination pour traçage sur site et positionnement des futurs matériels et futures réservations nécessaires à ce lot.

Article 1.06.5 - Avec Le Corps d'état "Revêtements de sols-Peintures"

Coordination pour réservations au niveau du sol et des attentes de siphons lorsque spécifié.

Article 1.06.6 - Avec Le Corps d'état "Plomberie-Sanitaires-Chauffage-Ventilation"

Coordination pour attentes au niveau des plots techniques et autres évacuations et tracés sur site avant dallages à charge du présent lot.

Article 1.06.7 - Avec Le Corps d'état "Electricité courants forts et courants faibles"

Coordination pour attentes électriques et passage des câbles avec réservations lorsque précisé.

Article 1.07 - Rebouchages

Le titulaire du présent lot aura à sa charge l'ensemble des rebouchages dus à ses travaux.

Article 1.08 - Protection des matériels et ouvrages

Pendant la durée des travaux jusqu'à la mise à disposition des utilisateurs, toutes les dispositions seront prises par l'entrepreneur du présent corps d'état pour assurer la protection de ses ouvrages.

Il prendra toutes mesures nécessaires pour protéger ses ouvrages et ses approvisionnements contre le vol et les dégradations pendant la durée des travaux.

Article 1.09 - Pièces à fournir par l'entreprise

L'Entreprise doit remettre les documents techniques suivants, en nombre d'exemplaires demandés dans les documents Administratifs.

Article 1.09.1 - A la Remise des Offres

Un devis descriptif technique et quantitatif détaillé précisant la liste exacte des travaux compris (le Soumissionnaire ne devra en aucun cas faire usage d'une formule du genre " tout matériels et travaux non explicités ou définis ". Cette clause serait automatiquement nulle et non avenue), un quantitatif estimatif avec les quantités (suivant DPGF joint)

Article 1.09.2 - Avant Passation de la Commande

Confirmation du matériel et des travaux à réaliser.

Article 1.09.3 - Pendant la Période de Préparation

L'Entreprise soumettra l'approbation du Maître d'œuvre conformément au planning d'exécution :

- les plans et coupes détaillés des travaux devant être réalisés
- les plannings d'études, de commandes, d'approvisionnements

Article 1.09.4 - Après la Période des Travaux

L'Entreprise devra fournir en fin de travaux les documents ayant servi à la réalisation des travaux et remis à jour conformément à l'exécution.

Article 1.10 - Organisation du chantier - délais - pénalités

L'entreprise se reportera aux prescriptions fixées par le CCAP, PGC et le planning DCE joints au dossier.

Article 1.11 - Dossier de récolement

A l'achèvement des travaux, le titulaire devra remettre les séries de plans indiquant l'implantation réalisée des matériels et des réseaux sur lesquels seront précisées leurs caractéristiques, comportant en particulier:

- Les plans d'implantation, de coffrages, de ferraillements
- Les notes de calcul d'exécution
- Les plans des réseaux d'évacuation en sol

Article 1.12 - Réception des ouvrages

Après réception des procès-verbaux, des plans de récolement, la réception sera prononcée. Si le résultat a été satisfaisant et si l'installation est conforme au présent descriptif et que l'entreprise a bien fourni tous les éléments de l'installation, tels qu'ils ont été spécifiés au devis descriptif.

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIVES

Article 1.13 – Références administratives

Maître d'ouvrage
MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES
DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE BORDEAUX
Département des Affaires Immobilières
188 rue de Pessac – CS 21509
33062 BORDEAUX Cedex
Tél. : 05.54.52.83.90 – Portable : 06.18.95.24.21
Interlocuteur : Madame MITZIOVITCH Sarah – sarah.mitziovitch@justice.fr

Maître d'œuvre :
C2J Ingénierie
7 place de la mairie - 16230 SAINT GROUX
Tél. : 05.45.92.63.72 – c2jingenierie@wanadoo.fr
Responsable : Monsieur PETURAUD

Bureau de contrôle :
ALPES CONTROLES
Agence de La Rochelle
7 avenue du Général de Gaulle
17440 AYTRE – Tél. : 05.79.66.08.03
Responsable : Mr DAVID Rémy – lrochelle@alpes-controles.fr

Coordonnateur S.P.S :
PREVENTIVIA
Les Tartres
17400 VARAIZE
Responsable : Monsieur CHAPUIS – 06.08.10.20.77 – sps@preventivia.pro

Article 1.14 – Etablissement de l'offre

L'entreprise devra se rendre sur les lieux, afin d'évaluer l'importance des travaux ainsi que les conditions d'accès et de travail à effectuer. La visite des lieux avant l'estimation est subordonnée à l'obtention d'un rendez-vous auprès de la maîtrise d'œuvre et du maître d'ouvrage.

Des dates de visites seront proposées dans le règlement de consultation.

ATTESTATION DE VISITE SUR PLACE PREALABLE A L'ETABLISSEMENT D'UNE OFFRE

Document à remettre avec l'offre

Objet du marché : **MAISON D'ARRET DE ROCHEFORT (17)**
Extension et aménagement des locaux ELSP

Locaux ou installations visités :

Je soussigné (nom, prénom, fonction), représentant le Maître d'ouvrage :

.....
.....
.....

Certifie que l'entreprise

.....

représentée par (nom, prénom, fonction)

.....
.....
.....
.....

a réalisé la visite des locaux ou des installations concernant le marché sus indiqué avant remise de son offre.

Le représentant du Maître d'ouvrage

Nom et signature :

Article 1.15 – Délai d'exécution - Planning

Les travaux tous corps d'état seront exécutés dans un délai global effectif maximum de 12 mois compris 1 mois de de préparation et période de congés payés avec l'enchaînement ci-après.

Les travaux d'aménagement de la boulangerie et de la future salle blanche pour le présent lot se dérouleront de la manière suivante :

- Travaux d'installations et de protections de chantier
- Travaux de fondations spéciales
- Travaux de démolitions, d'élévations et de dallages et planchers
- Travaux de réseaux sous dallages et/ou planchers
- Travaux de rompures, poteaux, linteaux
- Travaux de réseaux extérieurs

Article 1.16 – Bureau de contrôle

Le contrôle sera assuré par le bureau de contrôle ALPES CONTROLES.

Le titulaire du présent lot devra prendre en compte les éléments suivants :

Le rapport initial fait partie des pièces contractuelles des marchés, tous les attendus, sans exception seront à considérer quand bien même, ils n'auraient pas été portés au DPGF.

Toutes les entreprises sont tenues de fournir au contrôleur technique tous les documents d'exécution tels que plans, notes de calcul, schémas, références avis technique, cahiers des charges cités par le contrôleur dans son rapport initial ou demandé en cours de chantier.

Ces documents doivent lui être transmis au moins 15 jours avant exécution des ouvrages s'y rapportant.

Article 1.17 – Particularités des travaux et contraintes

Un diagnostic amiante avant travaux a été diligenté par le maître d'ouvrage et est joint en annexe de ce CCTP.

Le titulaire du présent lot dans son offre tiendra compte des contraintes d'accès et d'intervention, lié à la spécificité de l'établissement.

Les approvisionnements de matériaux, comme l'évacuation des déchets se feront impérativement par big-bag puis bennes (cf. plan installation de chantier joint en annexes à la consultation).

DESCRIPTION DES TRAVAUX PREPARATOIRES ET D'INSTALLATIONS DE CHANTIER

Article 1.18 – Plans et études d'exécution

Les plans de la maîtrise d'œuvre définissent les principes fonctionnels de l'ouvrage.

Les plans d'exécution et les plans d'atelier et de chantier sont à la charge des entreprises, ces plans reprendront tous les ouvrages nécessaires à la réalisation du projet conçu par la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises doivent les plans d'exécution en synthèse avec les corps d'état dont les ouvrages sont contigus à leurs ouvrages.

En outre les entreprises fourniront :

- les notes de calcul
- les plans de fondations spéciales et leur contrôle
- les caractéristiques des matériels proposés
- les détails et épures
- les plans de repérage des différents types d'ouvrage
- les plans des réservations comportant leurs dimensions en cotes brutes et leur implantation par rapport à des nus d'ouvrages ou à des axes de référence

Les éléments seront repris jusqu'à ce qu'ils soient validés sans réserve de la part du maître d'œuvre ou du Bureau de contrôle.

Les éléments seront remis en temps utile, suivant planning études/travaux et au moins 1 mois avant le début d'exécution du lot.

Dans le cadre de sa mission, le maître d'œuvre doit le VISA des études et plans.

Les entreprises sont averties que seuls les plans visés par le maître d'œuvre permettent l'exécution des travaux.

Elles prendront toutes précautions nécessaires pour fournir dans les temps tous les éléments au maître d'œuvre.

Le rejet des plans et étude par le maître d'œuvre est sans incidence sur le planning des travaux, les entreprises mettront en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des travaux dans les délais prévus au marché.

Article 1.19 – Installations de chantier

1°) Installations et protections de chantier (cf. plan INCH01)

Installations de chantier à réaliser en fonction du phasage des travaux, nécessaires à la réalisation des ouvrages, conformément aux prescriptions du PGC-SPS, comprenant tous accès au chantier, voies de chantier, fermetures provisoires et portails de chantier, entretien et déplacement, sanitaires de chantier, le tout conformes aux prescriptions du CCAP et PGC.

De plus, l'entrepreneur du présent lot devra pendant toute la durée des travaux :

- Les branchements en fluides et énergies et raccordement pour évacuation des réseaux EU/EV et EP des cantonnements,
- Tous les panneaux, feux et autres signalisations nécessaires pour la signalisation de l'accès du chantier.
- L'installation et le maintien de la clôture de chantier, y compris toutes les modifications ou déplacements nécessaires.
- La mise en place de la benne à gravats et son entretien comprenant l'évacuation régulière des déchets et au minimum une fois par semaine.
- Tous dispositifs de protection des biens et personnes et signalisations en limite du chantier.
- L'ouverture et la fermeture des différents accès au chantier quotidiennement.
- La maintenance de l'ensemble des installations.

Sont également dus au titre du présent article :

- La fourniture, la pose et l'entretien d'un panneau de chantier
- Un référent préventif d'état des lieux des voiries et avoisinants en limite d'intervention et des bâtiments existants en limite d'intervention.
- L'entrepreneur établira et soumettra, au Maître d'Œuvre, son plan d'installation de chantier, étudié sur fond d'aménagement de sols. Devront y figurer toutes les installations fixes et mobiles (sanitaires, réfectoire, branchements eau et électrique, protections diverses, etc.).
- Le repliement en fin de chantier de l'installation générale et la remise en état des plateformes d'assise.

Le titulaire du présent lot devra plus en détail et selon plan INCH01, les éléments suivants :

A – Protections de chantier

- Mise en place au niveau de la zone de stockage (cour 3), d'une protection de sol style Bidim + gravier 0.30 calcaire
- Mise en place au niveau de l'accès zone chemin de ronde, d'une protection de sol style Bidim + gravier 0.30 calcaire
- Repliement en fin de travaux et restitution de terrain

B – Zones de stationnement + base vie

- Mise en œuvre de barrières type HERAS en pied du mur d'enceinte en prenant des places de parking (2x4 places)
- Mise en œuvre d'occultations sur barrières HERAS
- Bungalow base vie de 20 m² (réfectoire, réunion, ...) sur un délai de 12 mois
- Autorisation de voirie et prise en compte du coût d'occupation de la voie auprès de la Ville de Rochefort
- Mise en œuvre au droit du bungalow de concertina en partie haute de ce dernier

C – Bardage Cour 3

- Fourniture, pose et mise en œuvre de panneaux de bardage pleins faisant office de séparations de zone en cour 3 et d'occultation
- Bardage avec une partie ouvrante permettant l'accès au groupe électrogène

D – Sanitaire de chantier

- Fourniture, pose et mise en œuvre d'un bungalow WC de chantier à raccorder sur réseau EU/EV existant en cour 3
- Bungalow comprenant :
 - o 1 WC d'aisance fermé
 - o 1 urinoir
 - o 1 auge avec 2 points de puisage
 - o 1 ballon ECS
- Réseau de raccordement d'eau usées et eaux vannes du bungalow sur réseau (regard) existant situé en pied du bâtiment administration actuel côté cour 3.

2°) Grue Tour

Mise en œuvre d'une grue tour pour les travaux d'extension selon plan INCH01, permettant l'approvisionnement des poutrelles hourdis, de l'escalier préfabriqué, des matériaux d'isolation et de tous les matériaux nécessitant un grutage pour les autres lots et comprenant :

- Amenée grue tour sur site et montage compris lestages bétons et accessoires
- Contrôle technique de la grue avec attestation et auto-contrôle
- Capacités minimales grue tour pour accès zone chantier :
 - o Hauteur flèche : 9m00
 - o Longueur flèche : 21 mètres
 - o Poids maxi bout de flèche : 500 kg
- Protection du pied de la grue par bardage métallique lisse hauteur 3m50 avec bavolets et concertina périphériques + porte d'accès avec serrure renforcée.
- Alimentation électrique de la grue et traversées de murs nécessaires par carottages à la charge du présent lot

3°) Panneaux de chantier

Fourniture, pose et mise en œuvre d'un panneau de chantier comprenant :

- Logo ministère de la justice + adresse + coordonnées
- Logo maître d'œuvre + bureau de contrôle + SPS + adresses + coordonnées
- Adresse + coordonnées de chaque entreprise retenue
- N° d'autorisation administrative
- Panneau support imputrescible de dimensions (Hxl) : 1m50 x 1m00
- Dépose en fin de chantier

4°) Benne de chantier

Une benne pour les déchets et gravats sera à prévoir par le présent lot et positionnée zone quai (cf. plan PRO01). Celle-ci qui devra exécuter plusieurs rotations servira pour le présent lot (démolitions, évacuations gravats, ...) dans un premier temps et aux autres lots de second œuvre.

Cette dernière sera prise en charge du début à la fin du chantier.

5°) Alimentation électrique des installations de chantier extérieure

Le titulaire du présent lot aura à sa charge les démarches nécessaires auprès d'ENEDIS pour la mise en place d'un comptage de chantier :

- Comptage type tarif bleu triphasé
- Puissance de 36 KVA

Mise en œuvre d'un coffret de répartition comprenant :

- 1 armoire étanche avec porte fermant à clef
- 1 interrupteur 4x40 Ampères
- 1 départ 4x32 Ampères + différentiel 300 mA (alimentation de la grue tour)
- 1 départ 4x16A alimentation base vie (côté rue)

Mise en œuvre des alimentations électriques pour :

Grue : Câble CC2 – 5 G 6 mm² compris fourreaux et accessoires.

Base vie : Câble CC2 – 5 G 4 mm² compris fourreaux et accessoires.

Contrôle électrique par bureau de contrôle agréé et PV de contrôle à fournir par le présent lot.

Nota : Les installations de chantier (éclairage, coffrets de chantier ;;;), seront à la charge du lot Electricité

DESCRIPTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION EXTENSION

Avant-propos

L'objet de l'extension est la construction d'un bâtiment sur 2 niveaux (RDC et R+1) dévolue aux ELSP (Equipes Locales de Sécurité Pénitentiaire).

Cette extension sera réalisée au niveau de la cour n° 3 (ex-jardins partagés) entre les murs de chemin de ronde d'une part et le bâtiment administration d'autre part (cf. plan PRO-06).

Une étude de sol G2-AVP a été réalisée par la Sté ALIOS avec également une détection de réseaux dans l'emprise de la future construction. Une étude G2PRO est en cours de réalisation et sera transmise avant démarrage des travaux.

Article 1.20 – Fondations spéciales

Compte tenu de l'étude G2-AVP (à confirmer par étude G2-PRO), le mode constructif obligera à la réalisation de fondations spéciales de type micropieux.

Le présent lot prévoira alors l'ensemble des installations et travaux nécessaires à la réalisation des micropieux notés MP01 à MP10 sur plan structure (ST01) joint au présent dossier de consultation.

Les charges sur micropieux sont celles extraites du plan ST01.

MP n°	Vertical descendant			horizontal
	G	Q	S	S
01	18T500	4T500	±6T000	±4T000
02	22T500	5T000	±6T000	±4T000
03	16T500	4T000	±6T000	±4T000
04	21T000	5T000	±6T000	±4T000
05	25T500	8T000	±6T000	±4T000
06	27T000	8T500	±6T000	±4T000
07	18T500	4T500	±6T000	±4T000
08	23T500	5T500	±6T000	±4T000
09	28T000	7T500	±6T000	±4T000
10	25T500	6T000	±6T000	±4T000

- Amenée de la foreuse sur site, modèle étroit repliable à moteur thermique et chenille et rotor hydraulique compris toutes sujétions de grutage ponctuel par PPM ou autre.
- Réalisation de micropieux sur place selon préconisations géotechniques et en prenant en compte les charges du tableau ci-dessus (MP1 à MP10).
- Profondeur de forages avec fluides à -9m50 minimum
- Coulis de ciment de micropieux
- Réalisation de têtes de micropieux notées TMP sur plans structures :
 - o Dimensions LxPxh : 60x60x50 cm
 - o HA à 80 kg / m3
- Contrôle des micropieux selon norme NF-P94-262
- Repliement des installations de forages compris grutages nécessaires et toutes sujétions

Article 1.21 – Fondations et plancher RDC Bas

Selon étude structure (API STRUCTURES) et étude de sol (ALIOS), les fondations du bâtiment seront du type longrines béton en appui sur têtes de micropieux et le plancher sera de type dalle portée (plancher hourdis).

Article 1.21.1 – Travaux préparatoires

Comme indiqué sur les plans de détails A et B (du plan ST01), il sera nécessaire de réaliser des ouvrages préparatoires au niveau des fondations des murs d'enceinte existantes et comprenant :

- Décapage terre végétale et évacuation par grutages successifs des déblais de terre
- Réalisation de fouilles en pieds des murs de chemin de ronde côté cour et du mur cellules QD
- Découpe par sciages successifs des parties béton et/ou moellons des fondations existantes selon plans de détail A et B y compris évacuations des déblais de démolition
- Suite aux sciages, reprises en sous œuvre des murs existants sur largeur de 50 cm et profondeur de 90 cm par gros béton LC 16/18

Article 1.21.2 – Longrines béton

Fabrication, pose et mise en œuvre selon plan ST01 joint et bordereau de prix de longrines béton ayant les caractéristiques suivantes :

- Dimensions : Lg 30 cm x hauteur 65 cm et/ou Lg 25 x hauteur 65 cm
- Longrines préfabriquées HA à 150 kg / m3
- Accessoires de clavetage
- Grutages pour mise en œuvre

Localisation : Selon plan ST01 et DPGF

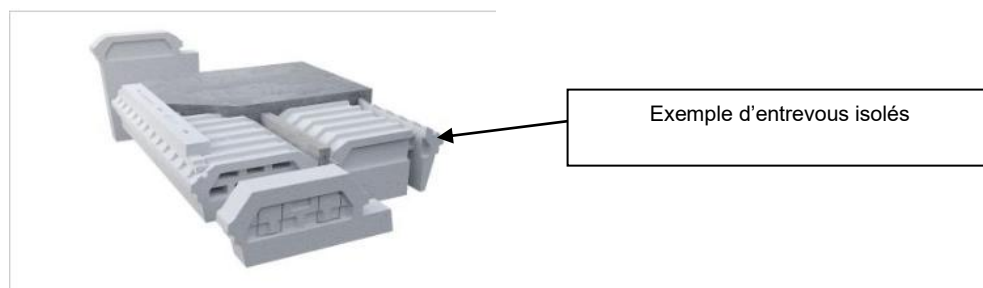
Article 1.21.3 – Plancher bas hourdé

Afin de réaliser plus aisément l'isolation du plancher bas, une solution en plancher bas hourdé isolé sera préconisé.

- Marque KP1 ou similaire
- Modèle MILLIWATT
- Type plancher isolant
- Système de plancher complet comprenant :
 - o Entrevous isolants – Isoleader
 - o Poutrelle LS sans étais (maxi 5m20 de portée) en 13+4
 - o Rupteurs de ponts thermiques
 - o Isolants en polystyrène moulé avec languettes isolantes
- Epaisseur des entrevous – Isoleader : 23 cm

Localisation : Plancher bas RDC (noté plancher hourdis + isolant sur plan ST01).

Photo non contractuelle



Article 1.21.4 – Dalle de compression

Mise en œuvre au niveau de ce plancher hourdis isolé bas, d'une dalle de compression en béton armé, dalle recevant le futur sol carrelé de l'extension.

- Béton coulé sur place
- Dosage à 350 kg / m³
- Granulomètre courante de 15 mm
- Classe d'exposition XC1 minimum (intérieur)
- Classe de résistance à la compression C25/30 minimum
- Epaisseur : 13 cm minimum

Article 1.21.5 – Vide sanitaire

Le titulaire du présent lot prévoira en prévisionnel d'une demande éventuelle du bureau de contrôle, la mise en œuvre de ventilation de vide sanitaire avec :

- Regards de (Lxlxh) : 40x40x60 cm
- Grilles type caillebotis en acier galvanisé fixées mécaniquement mailles 5x5 cm, épaisseur 15 mm, de (Lxl) 40x40 cm
- Règles de calcul de 0.5 m² de ventilation pour 100 m² de vide sanitaire

Localisation : A définir à l'exécution

Article 1.21.6 – Travaux divers

Le titulaire du présent lot prévoira au niveau de ce plancher bas, un ensemble de travaux divers suivants :

1°) Réservations

Prise en compte au niveau des planchers bas hourdis, des réservations pour passages des réseaux de fluides (EU, EV, électricité,).

2°) Rebouchages / Réparations

Ensemble des rebouchages et réparations suite aux réservations décrites ci-avant.

Article 1.22 – Elévations RDC et R+1

Selon préconisations du BET Structures, le présent lot devra les travaux d'élévations et de planchers hauts béton suivants :

Article 1.22.1 – Maçonnerie en aggloméré de ciment

Fourniture et montage d'agglomérés de ciment creux, semi-pleins ou pleins pour façon de murs et cloisons comprenant :

- Blocs de granulats courants B60 mini, préfabriqués en usine et hourdés au mortier de ciment
- Coupes et chutes de blocs
- Gâchage de mortier
- Implantation précise
- Réglage de rectitude et aplomb
- Garnissage et serrage en tête et en pignons, de part et d'autre de l'élément monté contre les éléments de structure adjacents
- Happes à scellement pour liaisonnement sur les côtés
- Finition des joints écrasés sans débords de plus de 2 mm
- Nettoyage après coup de toutes coulures de laitance de part et d'autre de la paroi et au sol
- Mise en place des éléments spéciaux nécessaires à la réalisation des chaînages verticaux et horizontaux, linteaux et raidisseurs, planelles isolées en rives des planchers.
- Coulage des différents renforts de BA en béton suivant norme EN 206-1, vibré en place par aiguille vibrante, après mise en place des armatures de renforts, conforme aux prescriptions de l'Ingénieur BA.
- Toutes réservations pour passage de pièces de charpente.
- Echafaudages à toutes hauteurs.

L'exécution des murs sera conforme au DTU 20.1.

Leurs caractéristiques géométriques, physiques et mécaniques devront être conformes aux normes NF P 14-101 et NF P 14-301.

Les maçonneries de ces éléments seront montées à joints croisés, au mortier de ciment y compris sujétions d'arase, de calfeutrement, de finition, linteaux, raidisseurs et chaînages.

Le raidissement des murs devra être assuré par des chaînages en béton armé et, si nécessaire, par potelets en béton armé, remplissant les harpes laissées en attente au montage de la maçonnerie. Une parfaite liaison entre les ouvrages en béton et ceux en maçonnerie sera exigée. Il faudra donc prévoir des fers en attente, pattes à scellement, repiquage des parements trop lisses, etc... par tous moyens appropriés à proposer par l'Entrepreneur.

L'exécution des chaînages, raidisseurs et hampages sera conforme au DTU 23.1 et DTU 21.

1°) Murs en agglos creux

Réalisation de mur en agglos de ciment, travaux comprenant :

Murs en maçonneries de parpaings creux de granulats lourds, compris chaînages, linteaux et raidisseurs en béton, compris poteaux intégrés et têtes de murs en béton armé.

Parpaings pour les murs porteurs, épaisseur 20 cm

Finition de surface par joints lissés, et enduit hydraulique en pignons et côté courive et accessoires (baguettes aluminium,)

Le rejointoiement sera exécuté après le montage des parois.

La mise en œuvre comportera tous les éléments raidisseurs nécessaires (poteaux, linteaux, chaînages) qui seront réalisés en béton armé et incorporés dans des éléments spéciaux évidés.

Localisation :

Désignation	Dimensions	Type (porteur/non porteur)	Commentaires
Elévations niveau RDC	Parpaing de 20	Porteur	Selon vue en plan plancher haut RDC
Elévations niveau RDC	Parpaing de 20	Non porteur	Selon plan murs de l'armurerie
Elévations niveau R+1	Parpaing de 20	Porteur	Selon vue en plan plancher haut R+1

IMPORTANT : Pour les locaux de l'armurerie, les élévations auront une tenue au feu de 2Heures (EI120), et les blocs d'agglomérés porteurs et/ou non porteurs de 20 cm, devront respecter cet impératif.

Article 1.22.2 – Chainages / Poutres B.A / Linteaux / Bandes noyées / Acrotères

Le titulaire du présent lot devra selon plan Béton « Plancher Haut RDC » l'ensemble des travaux suivants :

1°) Chainages verticaux

Mise en œuvre de chainages verticaux pour :

Repère CV :

- Chainage vertical dans bloc béton creux
- HA à 2.5 kg/ml

Repère CV1 coffré :

- Chainage vertical coffré
- Dimensions 20x20 cm
- HA à 4 kg/ml

Localisation : Selon plan et DPGF

2°) Acrotères

Confection d'acrotères en béton armé en coordination avec le lot n° 2 (étanchéité) et comprenant :

Repère Acrotère BA :

- Acrotère en Béton Armé
- Dimensions (largeur x hauteur) : 20x54 cm
- Longueur : Selon DPGF
- H.A à 80 kg / m3

Localisation : En périphérie de l'extension selon DPGF et plan.

3°) Poutres en béton armé

Fourniture, pose et mise en œuvre de poutrelles en béton armé selon plan béton « Plancher Haut R+1 » et comprenant :

- Poutre en béton armé
- Dimensions (Largeur x hauteur) : 20x50 cm ou 40x50 cm ou 25x100ht (R=21)
- HA à 160 kg / m3

Localisation :

Plancher haut R+1 : Désenfumage escalier (notés poutrelles renforcées)

Plancher haut R+1 : Puits de jour circulation + réunion (notés poutrelles renforcées)

Plancher Haut Rdc : Pt 25x50ht ou 25x100ht selon plan ST01

4°) Linteaux / Appuis / Bandes noyées

Mise en œuvre de linteaux béton et comprenant :

Repère « L » sur plan structure ST01

- Linteau en béton armé
- HA à 2.5 kg / ml
- Dimensions (Lxh) de 20x20 à 20x40 cm selon le cas

Repère APB

Au droit des allèges de fenêtres, le titulaire du lot devra la mise en œuvre d'appuis béton coulés sur place.

Repère B.N (Bandes Noyées)

- Bandes noyées en B.A
- HA à 2.5 kg/ml
- Dimensions (Lxh) : 20x24 cm

Localisation :

Niveau	Localisation	Dimensions	Commentaires
RDC	Bureau ELSP	L : 20x25 hauteur L : 20x20 hauteur BN : 20x24 hauteur AP : 1	1 appui de fenêtre avec allège brut à 0m90
RDC	Escalier / Circulation	L : 20x40 hauteur (2)	
RDC	SAS gilets	L : 20x20 hauteur L : 20x25 hauteur AP : 1	1 appui de fenêtre avec allège brut à 0m90
RDC	Armurerie	L : 20x20 hauteur	
RDC	Sanitaire	L : 20x20 hauteur	
R+1	Chambre gradé	L : 20x25 hauteur AP : 1	1 appui de fenêtre avec allège brut à 0m90
R+1	Circulation	L : 40x25 hauteur (L dans U) L : 20x35 hauteur BN : 20x24 hauteur (3)	En liaison avec le bâtiment existant
R+1	Escalier	BN : 20x24 hauteur (2)	
R+1	Salle de réunion	BN : 20x24 hauteur (2)	Puit de jour salle de réunion
R+1	Salle de pause	L : 20x25 hauteur AP : 1	1 appui de fenêtre avec allège brut à 0m90

Article 1.23 – Planchers en élévation

Article 1.23.1 – Planchers hourdés

Le présent lot prévoira la fourniture, pose et mise en œuvre de planchers hourdés en élévations et ayant les caractéristiques suivantes :

- Marque KP1
- Modèle EMX
- Type : Plancher allégé
- Système de plancher complet comprenant :
 - o Entrevous légers – LEADER EMX en matériau de synthèse
 - o Poutrelles LX12 avec portée jusqu'à 7m40
 - o Rupteurs de ponts thermiques type Isorupteurs dB en polystyrène et rupteurs acoustiques
 - o Produit manuable permettant une aisance de mise en œuvre
- Epaisseur des entrevous : EMX20 + Isorupteurs de 24

Photo non contractuelle



Localisation : Plancher Haut Rdc et Plancher Haut R+1

Article 1.23.2 – Dalle de compression

Mise en œuvre au niveau de ces planchers hourdis d'étage d'une dalle de compression en béton armé, dalle recevant le futur sol carrelé de l'extension.

- Béton coulé sur place
- Dosage à 350 kg / m³
- Granulomètre courante de 15 mm
- Classe d'exposition XC1 minimum (intérieur)
- Classe de résistance à la compression C25/30 minimum
- Epaisseur 13 cm minimum

Localisation : Plancher Haut Rdc et Plancher Haut R+1

Article 1.23.3 – Réseaux sous dallages (plancher bas hourdis)

Le titulaire du présent lot devra l'ensemble des réseaux d'eaux usées et vannes sous dallage selon plan PRO02 et comprenant :

Réseaux PVC (EU-EV)

Fourniture et pose de canalisations en PVC comprenant :

- Toutes sujétions de pose et de mise en place dans les tranchées et/ou réservations
- Canalisations préfabriquées en éléments droits, compris joints élastomère de type à glissement avec patte à joint étanche aux raccordements entre éléments
- Levage, manutention
- Emboîtement des éléments entre eux
- Piquages et raccordements étanches sur regards
- Remblaiement après pose des canalisations
- Nature des canalisations : suivant détail ci-dessous

Localisation : Selon plan PRO02 et DPGF

Article 1.23.4 – Travaux divers en planchers hauts

Le titulaire du présent lot devra un ensemble de travaux divers au niveau de ces élévations RDC et R+1 et comprenant :

1°) Réservations

Prise en compte des réservations au niveau des planchers haut RDC et planchers hauts R+1 pour passage des réseaux et autres sorties en toitures.

Localisation :

- 1 réservation Ø 200 salle de repos (extraction armurerie)
- 1 réservation Ø 200 salle de repos (extraction VMC)
- 1 réservation Ø 200 circulation R+1
- 1 ensemble de 10 réservations Ø 100 pour réseaux EU/EV

Article 1.23.5 – Escalier béton préfabriqué

Selon plans PRO02 – PRO03 et PRO07, le titulaire du présent lot devra la mise en œuvre d'un escalier béton préfabriqué et ayant les caractéristiques suivantes :

- Escalier à double volée
- Modèle gauche tournant
- Palier intermédiaire plat de ½ niveau
- Construction en béton armé conforme DTU escalier
- Nez de marche anti-dérapant strié
- Nombre de marches totale 16
- Girons de 20 (ht) x 20 (profondeur)
- Largeur de passage libre : 0m90
- Clavetage en plancher haut RDC et finitions
- Rebouchage crochets de levage avec enduit de réparation
- Hauteur palier intermédiaire : 1m60 / Hauteur palier du R+1 : 3m20

Ensemble des travaux de protections de l'escalier par cartons renforcés sur nez de marches et cartons à plats sur girons et paliers.

Ensemble des coûts de transport et de grutage à charge du présent lot.

Article 1.24 – Passage couvert

Réalisation au niveau du passage couvert (liaison chemin de ronde à cour n° 3) d'un dallage béton en finition désactivée avec siphon de sol en partie centrale et comprenant :

- Hérisson calcaire 0.30 compacté, épaisseur 40 cm minimum
- Bêches antigél périphériques de 20x60 cm (Lxh)
- Dallage sur terreplein (sur hérisson), coulé avec treillis soudé, dosage à minimum 400 kg/m3
- Epaisseur dallage de 20 cm maximum
- Finition en béton désactivé
- Sujétions de pente vers siphon
- Siphon inox 20x20 à sortie horizontale avec grille acier inoxydable verrouillage (à clef)

Localisation : Selon plans PRO joints et DPGF

DESCRIPTION DES TRAVAUX DE VRD

Le présent lot aura à sa charge l'ensemble des travaux de VRD dans le cadre des travaux d'extension et de raccordements sur des installations existantes.

Article 1.25 – Travaux réseaux zone cour technique existante

Le titulaire du présent lot devra selon plan, l'ensemble des travaux des réseaux extérieurs en raccordement sur les installations existantes et comprenant :

1°) Tranchées et réseaux en sol

- Traçage sur site en coordination avec les exploitants du site (Maison d'arrêt)
- Tranchée en sol par engin mécanique compris excavation
- Réseau PVC série évacuation, compris coudes, tés et accessoires de raccordements – Diamètre de raccordement 160 mm
- Sable de régalage et de calage
- Rebouchement avec gravier 0.30
- Reprise d'enrobé avec bi-couche et finition enrobé à chaud

Localisation : Selon plan PRO02
Réseau E.P le long de l'extension
Réseau EU/EV le long de l'extension

2°) Regards extérieurs

Fourniture, pose et mise en œuvre de regards extérieurs ayant les caractéristiques suivantes :

- Regard préfabriqué en béton
- Dimensions 500x500 mm
- Dessus fonte avec verrouillage par visserie inox
- Excavation en sol, scellement et mise en œuvre

Localisation :
Regards EU/EV (R1 à R4)
Regards EP (EP1 à EP3)

3°) Raccordements sur existants

Les réseaux d'évacuations neufs créés seront à raccorder sur les réseaux existants situés en pied du bâtiment Administration et Graffe. Le titulaire du présent lot devra alors et ce dès le démarrage des travaux de construction, les travaux suivants :

- Fouilles en pied de bâtiment pour découverte réseaux existants
- Découpe réseau existant avec intégration regards (R4 et EP3) sur le réseau actuel
- Rebouchages et accessoires

DESCRIPTION DES TRAVAUX DANS BATIMENT EXISTANT

Avant-propos

Selon les plans PRO01 et PRO03, le titulaire du présent lot devra après les travaux de construction de l'extension, la réalisation de travaux de démolitions et de création d'ouvertures au niveau du bâtiment existant, zone salle de repos actuelle, située au R+1 (étage) et en liaison avec la future extension.

Article 1.26 – Travaux d'ouvertures dans l'existant

- Mise en place d'un SAS étanche côté extension et côté existant (salle de repos) avant ouverture
- Dépose de la menuiserie actuelle (fenêtre) et de son cadre, pour baie côté façade
- Traçage sur site de l'ouverture

Ouverture en sous œuvre comprenant :

- Dépose et évacuation des menuiseries en place le cas échéant
- Mise en place d'échafaudages, de butons, d'étrésillons et d'étais nécessaires à la réalisation de l'ouverture
- Installations de protections pour conservation en état des ouvrages existants
- Rainures horizontales à pleins murs pour création de linteaux BA
- Réalisation de linteaux BA comprenant béton, coffrage et aciers
- Saignées verticales à pleins murs
- Démolition par petites parties, en sous œuvre de maçonnerie existante
- Confection de jambages en potelets ciments pleins ou en béton coffré
- Saignées horizontales en dalles
- Réalisation de seuil BA comprenant béton coffrages et aciers
- Ragréage au sol pour remise à niveau sans désaffleurement
- Tableaux enduits au ciment y compris arêtes dressées et garnissage des cadres, teinte au choix du maître d'œuvre
- Réfection d'enduit ciment au pourtour de l'ouverture sur les deux parements
- Descente, roulage, chargement et évacuation des gravois aux décharges publiques y compris façon de prises et lancis dans l'existant

Nota : Avant commencement des travaux, le titulaire du présent lot soumettra au maître d'œuvre et au bureau de contrôle pour accord la méthodologie qu'elle souhaite mettre en œuvre.

1°) Baie côté façade (en jonction vers extension)

Ouverture comprenant :

- Seuil BA – 40x25 ht
- Linteau béton – 15x20 ht – longueur 1m50 (Pose à 2m10)
- Empochements dans murs existants et sommiers BA

Localisation : Ex-fenêtre salle de repos transformé en passage libre vers l'extension

Attention : Présence d'amiante au niveau des sols actuels, travail sous-section 4 impératif.

Article 1.27 – Travaux de démolitions (cf. plan PRO01)

1°) Démolition mur moellons

- Mise en place d'un SAS étanche au niveau du patio d'escalier pour intervention de démolition du mur
- Coordination avec le lot électricité qui aura à sa charge, le déplacement de l'armoire électrique actuelle.



- Démolition par découpes successives du mur en moellon épaisseur 40 cm entre palier et salle de repos
- Evacuation des déblais via le péristyle d'entrée
- Mise en place d'un poteau d'arrêt de 20x40 cm hauteur 2m70 en B.A dosé à 350 kg / m3
- Reprise seuil en sol et toutes sujétions

Attention : Présence d'amiante en sol – Travail sous-section 4 impératif

Localisation : Mur de 40 de largeur selon plan PRO01

2°) Démolitions de parois de doublage de toute nature

Travaux comprenant :

- La démolition complète des doublages de toutes natures et des ouvrages incorporés par tous moyens appropriés
- Toutes sujétions de protection des ouvrages conservés
- Le chargement et l'évacuation des déblais aux décharges publique au fur et à mesure des travaux
- Les protections et la sécurité

Nota : Les doublages repérés sur site sont de type doublage sur ossature métallique, doublage en carreaux de plâtre ou carreau de brique, panneaux inox ou bois en soubassement,

Localisation :

Cloisons local repos actuel R+1

Cloisons sanitaires / douches des vestiaires

Attention : Au niveau de la salle de repos, présence d'amiante et travail sous-section 4 impératif.

3°) Protections zones vestiaires agents

Afin de réaliser les travaux de démolitions de la zone vestiaires / sanitaires / douches, le titulaire du présent lot devra les travaux préparatoires suivantes :

- Mise en place d'un SAS étanche au niveau du couloir avec porte d'accès à la zone
- Maintien de l'accès à la zone provisoire de gauche (salle repos provisoire)
- Protection sol actuel du couloir avec moquette rase
- Démontage barreau de fenêtre et remontage pour évacuation des gravats de démolitions (côté vestiaires hommes)
- Nettoyage et repliement en fin de travaux

4°) Démolitions de plafonds de toutes natures

En coordination avec les autres lots, le titulaire du présent lot devra :

- Repérages sur site des plafonds à démolir
- Dépose des parements
- Dépose des ossatures métalliques en place, par tous moyens appropriés, compris sciage si nécessaire, tranchage, abattage ou démolition progressive, coupe des armatures
- Toutes manutentions
- Protections à la demande
- Chargement et évacuation des déblais via big-bag puis bennes

Localisation :

Salle de repos R+1

Sanitaires / douches vestiaires Femmes et Hommes

Article 1.28 – Travaux de percements - carottages

Le titulaire du présent lot prévoira pour les autres lots (et notamment le lot CVC) un ensemble de percements et de carottages, et comprenant :

1°) Bâtiment Existant Rdc

- Carottage Ø120 minimum, au niveau du mur de soubassement côté Local Repos PE, à venir vers le réseau EU-EV en sol situé dans la cour n°3, y compris toutes sujétions de raccordement sur ce réseau, et de mise en place d'un regard de visite avec tampon fonte, et toutes sujétions de rebouchages, une fois les réseaux passés par le Lot CVC
- Réalisation de percements horizontaux dans murs en moellons de la zone couloir Rdc, pour passage du futur réseau d'alimentation d'eau de l'extension et des douches recrées dans l'ancienne salle de repos des agents au R+1. Percements Ø100mm minimum

2°) Bâtiment Existant R+1 (Etag)

- Carottage Ø120 minimum, au niveau des planchers existants pour évacuation des douches et WC créés dans l'ancienne salle de repos des agents au R+1 (Cf plans CVC)
- Toutes sujétions de rebouchages en périphérie des réseaux passés par le lot CVC, et toutes sujétions de mise en place de protections au Rdc zone PEP, pour la réalisation de ces carottages

Article 1.29 – S.P.S

Conformément au Code du Travail, au CCAG travaux ainsi qu'à la loi n° 93- 1418 du 31 décembre 1993, ses décrets et ses arrêtés, l'entrepreneur du présent lot devra tenir compte de toutes les obligations relatives à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs et des dispositions demandées sur le P.G.C (Plan Général de Coordination).

Ces protections comprendront toutes les opérations de montage, remaniement au cours de l'avancement des travaux, démontage, repli du matériel et enlèvement après exécution des travaux, interactions entre entreprises.

Le titulaire du lot tiendra également compte dans ce paragraphe, comme stipulé au P.G.C, des impacts et dispositions à prendre selon la COVID19. (**Attention à l'article sur le nettoyage quotidien base vie et wc de chantier, au-delà des protections des salariés**)